



Lisez encore mieux !

DIRECT NEWS

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GENERALES - ISSN : 2712-6897 - N° 1182 - MARDI 23 JANVIER 2024 • PRIX : 100 FCFA

Dawul Coow.....

« Chassez le naturel, il revient au galop ». Cette maxime peut traduire de manière concrète l'attitude du ministre du Tourisme et des Loisirs, Mame Mbaye Niang. Ce dernier s'habitue à flinguer les hauts responsables de son parti. Qu'est-ce qui fait courir Mame Mbaye Niang ? Là est la question...

ATTAQUES MUSCLÉES CONTRE LE CANDIDAT DE MACKY SALL

MAME MBAYE NIANG **RÉCIDIVE**

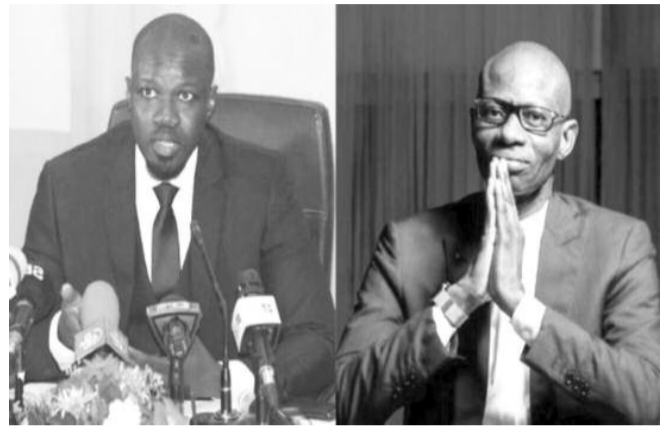


Page 3

- **Le ministre du Tourisme et des loisirs est-il en désaccord profond avec Amadou Bâ ? Conteste-t-il le choix de son mentor, le Président Macky Sall ?**
- **Que n'a-t-il pas dit à Mimi Touré, Boun Abdallah et Abdoulaye Diouf Sarr sans coup férir ? Est-il un intouchable dans le « Macky » ?**
- **L'opinion publique se demande s'il n'est pas sous « la protection bienveillante d'une personnalité influente » ?**
- **Si tel n'est pas le cas, son attitude ne s'assimile-t-elle pas à un manque de respect et de loyauté à l'endroit du Président Macky Sall qui a jeté son dévolu sur Amadou Bâ ?**
- **Le Président depuis plus de 6 mois n'a cessé d'alerter son camp en ces termes : « unis, nous vaincrons »**



« Plan B » de Sonko : La réponse de Boubacar Camara...



« Je ne suis le plan B de personne, je suis le plan A du Sénégal... », a précisé Boubacar Camara. Qui poursuit : « Le Plan B est un candidat désigné par surprise. Depuis des années, je travaille sur un programme. J'ai démissionné de l'Inspection générale d'Etat (IGE), de l'ensemble des postes avant de créer un Parti. J'ai produit un livre programme. Mon parti compte un collectif des cadres qui regroupe 250 membres... Donc, je ne peux être le plan B de personne... », a précisé Boubacar Camara.

La direction de l'hôpital Abass Ndao annonce la remise sur pied de l'appareil de dialyse pour enfant

Dans un communiqué, le directeur de l'hôpital Abass Ndao annonce que l'appareil de dialyse pour enfant de ladite structure est à nouveau fonctionnel et salue un progrès significatif vers la normalisation des soins. « Le docteur Amadou Ndiaye tient à informer la communauté, en particulier les parents et les enfants en attente de dialyse, que l'appareil de dialyse a récemment été réparé avec succès. Grâce à une collaboration fructueuse avec notre partenaire spécialisé dans la maintenance des équipements médicaux, nous sommes ravis de déclarer que l'appareil est à présent pleinement opérationnel. La cause du dysfonctionnement, identifiée comme un problème de membrane, a été rapidement résolue par son équipe

technique compétente », déclare le Directeur de l'hôpital. Il annonce également « qu'aujourd'hui, nous pouvons assurer aux familles et aux patients que l'appareil de dialyse fonctionne correctement, garantissant ainsi une continuité des soins sans interruption. La sécurité et le bien-être de nos jeunes patients demeurent notre priorité absolue », fait-il savoir. « Nous demeurons fermement engagés à fournir des soins de qualité et à maintenir des normes élevées en matière de santé pour tous les enfants nécessitant des traitements de dialyse », rassure le directeur.

Tamba : Un incendie ravage l'économie des habitants de Saré Sidy

Le village de Saré Sidy, dans la commune de Missirah, département de Tambacounda, a été totalement ravagé par un incendie. Le drame s'est produit ce lundi vers 9 h. Son origine reste encore inconnue. Le feu n'a rien épargné sur son passage. Stocks de paille et d'arachides non encore écoulés, petits ruminants, cases en paille, vivres divers... tout a été consumé. C'est le triste bilan provisoire de cet incendie. Les villageois étaient impuissants devant la furie des flammes, à cause du vent violent qui soufflait. Les éléments de la gendarmerie de Gouloumbou se sont rendus sur les lieux pour les besoins du constat d'usage. Les populations sollicitent le soutien des autorités et des bonnes volontés. Une enquête est ouverte pour déterminer l'origine du sinistre.

Présidentielle 2024 : les avocats de Bassirou Diomaye Faye introduisent une de- mande de liberté provisoire

Déclaré officiellement candidat suite à la publication de la liste définitive des candidats retenus, Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, ancien secrétaire général du PASTEF en prison depuis plusieurs mois risque de ne pas pouvoir battre campagne conformément à la loi. Se basant sur le principe d'égalité de chance des candidats, ses avocats ont introduit une demande de liberté provisoire afin que leur client puisse descendre sur le terrain comme les autres candidats.

Réunion d'information à la DGE : sur 20 mandataires convoqués, seulement 15 ont été présents

Les mandataires des candidats retenus pour l'élection présidentielle du 25 février 2024 ont tenu ce lundi, une réunion d'information à la Direction générale des élections (DGE), portant sur les modalités de l'impression des bulletins de vote, les documents de propagande, et l'arbitrage sur les éventuels conflits portant sur les couleurs choisies pour chaque candidat. Sur 20 mandataires convoqués, 15 ont pu assister à la réunion. « Tout s'est passé dans les règles de l'art parce que la Dge nous a convoqué pour faire l'arbitrage sur le choix des couleurs. Il y a des difficultés au niveau des candidats qui ont déposé leur bulletin dont le fond est bleu, d'autres en blanc donc la Direction des élections va prendre l'initiative de convoquer ces différents mandataires afin de trouver un terrain d'entente », a déclaré le mandataire de la coalition Dia 2024. A l'en croire, il y'a trois autres documents en charge de l'Etat à savoir la précession de foi qui est un document de propagande, une affiche et le programme, sensibles pour essayer de les dupliquer afin de les mettre à disposition des différents candidats. « Ils ont aussi parlé du processus électoral et du consensus qui doit l'entourer afin que les sénégalais puissent choisir dans la paix et la tranquillité le prochain élu, au soir du 25 février 2024 », a-t-il ajouté. La Direction générale des élections a informé qu'à partir du 27 janvier tous les mandataires auront en quelques sorte les bulletins et ce n'est qu'à partir du 9 février, qu'ils recevront le fichier électoral.

Sénégal/violation des droits humains : human rights watch dénonce « l'instru- mentalisation de la justice »

Une justice à la solde de l'Etat pour casser des opposants politiques. Human rights Watch accuse l'Etat du Sénégal d'utiliser la justice pour brimer des opposants. C'est ce qui est ressorti de son récent rapport sur la situation des droits de l'homme au Sénégal. « Les autorités ont utilisé le système judiciaire pour s'en prendre aux opposants politiques et aux dissidents », ont souligné les experts aux droits humains de Human rights watch. Les avocats des personnes arrêtées dans le cadre des manifestations ont fustigé le comportement de la justice, dans ce rapport. Qui prend en compte leurs points de vue. Ces avocats se sont dits « préoccupés par le manque de respect des droits de leurs clients ». Pour les robes noires les accusations portées sur leurs clients sont « inventées de toutes pièces ». Le manque de preuves à l'appui des accusations, la détention provisoire prolongée, ainsi que les mauvais traitements et la torture en détention ou lors de l'arrestation sont aussi des griefs soulignés par le Human Right Watch

Pour une pêche durable : les pêcheurs établissent une charte pour les candidats à la présidentielle



Dans une démarche historique, les pêcheurs artisanaux et industriels du Sénégal ont inauguré une coalition le lundi dernier, unissant leurs efforts en faveur de la préservation des ressources marines. Au cœur de cette initiative se trouve une charte exhaustive de 13 points, élaborée au cours de leur rencontre, visant à garantir une pêche durable dans les eaux sénégalaises.

Mamadou Sarr, coordinateur de cette coalition novatrice, a affirmé selon pressafrik que la charte sera soumise à tous les candidats à la présidentielle de 2024 en vue de leur signature. L'objectif premier est de sensibiliser les futurs dirigeants sur l'importance de la pêche pour l'économie nationale et de mettre en œuvre des mesures concrètes pour la protéger, l'organiser et la promouvoir.

La charte, fruit de la collaboration entre les deux secteurs de la pêche, met l'accent sur des points essentiels tels que la préservation des stocks de poissons, la régulation de l'accès aux zones de pêche, la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement, et l'amélioration des conditions de vie des pêcheurs.

Cette initiative arrive à un moment critique où la surpêche et d'autres pratiques non durables menacent la stabilité écologique des océans. Les pêcheurs, conscients de leur rôle central dans cet écosystème, ont décidé de s'unir pour faire front commun contre les défis actuels et futurs.

La démarche proactive de présenter la charte aux candidats à la présidentielle souligne l'engagement des pêcheurs à jouer un rôle actif dans la prise de décisions politiques qui affectent leur industrie. Ils espèrent ainsi faire de la pêche une priorité nationale, assurant ainsi un équilibre entre la préservation des ressources et le développement économique.

Lisez encore mieux !
DIRECTNEWS

Liberté 6 Extension • BP : 45 501 Dakar-Fann
Tel : (221) 33 827 54 44
Site web : www.directnewsinfo.com
E mail : directnews@gmail.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pape Diogoye FAYE
COORDONNATEUR : Pape Alioune MBAYE
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Mademba Ramata DIA
REDACTEUR EN CHEF : Amadou Seck
GRANDS REPORTERS : Mohamed THIOUNE

LA REDACTION

Adama FAYE
Papa Latyr FAYE

INFOGRAPHIE & MONTAGE

Papis Laye D. • M. FAMA

Service commercial

Tél : 77 565 79 06
• directnews@gmail.com

REPORTER PHOTOGRAPHE

Max MBAYE

Impression : AFRICOM Distribution : ADP

ATTAQUES MUSCLÉES CONTRE LE CANDIDAT DE MACKY SALL

Mame Mbaye Niang récidive

Le ministre du Tourisme et des loisirs, Mame Mbaye Niang fait encore parler de lui. La raison ? Lors de sa dernière sortie, il s'en est pris au candidat de Benno, en l'occurrence Amadou Bâ. C'est la deuxième fois qu'il ouvre le feu contre le Pm depuis que Président Macky Sall a porté son choix sur lui pour briguer le suffrage des Sénégalais. Que cache une telle posture ?

« Je comprends que certains n'ont pas l'habitude de prendre la parole, mais je vous en prie, exprimez-vous comme moi. Je vous ai dit tout à l'heure que parmi les 120 maires qui ont parrainé sa candidature, 92 ne le soutiennent plus. On sait tous qu'il fait de fausses promesses. Il peut promettre une chose à un individu et la même à un autre et ils finissent tous par comprendre que ses promesses ne sont que tromperies. Sachant que vous êtes en échec, il se permet de dire qu'on doit exclure Mame Mbaye Niang. C'est toi qui devrais être exclu », soutenait Mame Mbaye Niang, lors d'un entretien avec Dakaractu. Ces propos traduisent que le ministre du Tourisme n'est pas en phase avec son Premier ministre qu'il critique. Sous ce rapport, il ne se gêne pas à le brocarder. Ce qui nous conduit à égrener un chapelet d'interrogations : Mame Mbaye Niang est-il en désaccord profond avec Amadou Bâ ? Contesté-t-il le choix de son

mentor, le Président Macky Sall ? Est-il indiqué en cette période pré-électorale de fragiliser la coalition Benno ? A-t-il l'onction du Président Macky Sall ? Comment qualifier son attitude ?

Un coutumier des faits

Si on interroge l'histoire récente, on se rend compte que le ministre du Tourisme et des Loisirs a fait des sorties au vitriol de manière récurrente contre de hauts responsables de son camp. Que n'a-t-il pas dit à Mimi Touré, Boun Abdallah et Abdoulaye Diouf Sarr sans coup férir ? Est-il un intouchable dans le « Macky » ? Les consciences s'interrogent. L'opinion publique s'accommode mal de ses attaques corsées contre des pontes du régime. Elle se demande si elle n'est pas sous la « protection bienveillante d'une personnalité influente ». Si tel n'est pas le cas, son attitude ne s'assimile-t-elle pas à un manque de respect et de loyauté à l'égard du Président Macky Sall ? Sinon comment comprendre



qu'un ministre de la République fusille son Pm même si on est en politique et que pas de réaction de la part du Président Macky Sall qui a jeté son dévolu sur lui. Au-delà de ces personnalités au sommet, il serait intéressant de se demander ce que pèse Mame Mbaye Niang sur l'échiquier

politique. Lors des dernières locales, il avait tenté par une liste parallèle de se mesurer. Le résultat a été décevant. Une chose est sûre : Mame Mbaye Niang est partisan d'un report de la présidentielle 2024. En tous cas, à Benno, bon nombre de responsables estiment que les « lapidations

apéro-apéristes » doivent cesser. Pour l'heure, les différents états-majors peaufinent leurs stratégies pour ne pas rater le train de l'histoire au soir du 25 février 2024. Le Président depuis plus de 6 mois n'a cessé d'alerter son camp en ces termes : « unis, nous vaincrons ». **MRD**



LIBERIA

Joseph Boakai investi président lors de la deuxième transition pacifique du pays

Au Liberia, le désormais président Joseph Boakai a prêté serment lundi 22 janvier à Monrovia pour un mandat de six ans, après sa victoire fin novembre sur l'ex-star du football et président sortant George Weah. Des milliers de personnes ont assisté à la cérémonie d'investiture au Capitol Building, le siège du gouvernement, avec des invités tels que des chefs d'État des pays voisins, notamment ceux de la Sierra Leone et du Ghana. Il s'agissait d'un rendez-vous, crucial pour la jeune démocratie libérienne.

Tapis rouge, invités d'honneur, et le soleil au rendez-vous : l'ambiance est à la fête lundi au Liberia. La cérémonie d'investiture de Joseph Boakai a commencé à 12h heure locale (et TU) au Capitol Building, le siège du gouvernement. Pendant son discours, dont longeur de plus d'une heure a suscité des vives critiques de la part de commentateurs, le nouveau président a dû marquer deux pauses, avant d'être aidé à quitter le podium. La cérémonie n'a pas repris. Cet homme de 79 ans a prêté serment dans une salle en plein air, sous une chaleur étouffante. Certains des opposants

de Joseph Boakai avaient exprimé des inquiétudes quant à son âge et à son état de santé pendant la campagne électorale. Son équipe a rejeté ces critiques et son porte-parole a déclaré qu'il n'avait pas de commentaire à faire dans l'immediat, après l'incident pendant la cérémonie.

Parmi les présents se trouvaient le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, l'ancien président du Nigeria Olusegun Obasanjo et une délégation importante des États-Unis. Sont également présents les chefs d'État de la Sierra Leone et du Ghana, où cette journée

est suivie avec beaucoup d'attention, car les Ghanéens se rendront aux urnes à la fin de l'année. Également présente au premier rang : l'ancienne présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, également première femme élue chef d'État en Afrique, qui avait ensuite passé le pouvoir à son successeur George Weah en 2018. La passation de pouvoir d'aujourd'hui, la deuxième de l'histoire du Liberia à se faire de manière pacifique, fait la fierté des Libériens, explique Oscar Bloh, un membre de la société civile.

Nombreuses attentes dans un pays miné par la corruption et la pauvreté

Les attentes sont nombreuses. Car le nouveau président Joseph Boakai prend le pouvoir dans un pays miné par la pauvreté et la corruption.



Dans ce contexte, le nouveau chef d'État Joseph Boakai a notamment réduit le coût de sa cérémonie d'investiture de 900 000 à 650 000 dollars. En limitant les dépenses, il signe la rupture avec le style de son prédécesseur George Weah. Ce

dernier a également assisté à la cérémonie, après avoir défendu son bilan la veille. Dans 100 jours, Joseph Boakai a promis de tirer un premier bilan de son mandat, lui aussi devant les Libériens.

RFI.FR

Echos... Echos... Echos... Echos... Echos... Echos... Echos... Echos...

Rapport ONU-Eau : 2 milliards de personnes en Afrique consomment de l'eau contaminée



Selon un rapport de l'ONU-Eau datant d'octobre 2022, « près de 2 milliards de personnes continuent à consommer de l'eau qui présente des risques pour la santé alors qu'une source d'eau souterraine de meilleure qualité est disponible à proximité ». Mais en plus de cette nécessité de construire de nouveaux forages, il faut également remplacer les équipements vieillissants alors que de nombreux forages finissent par être abandonnés prématurément. La Banque mondiale a publié récemment, un rapport troublant sur l'économie des eaux souterraines, en Afrique et dans le monde. Dans ledit document, l'institution financière nous révèle que les montants des investissements ne tiennent souvent pas compte de l'efficacité opérationnelle et de la durabilité des puits et forages d'eau qui sont construits. Pourtant, fait remarquer la Banque mondiale, « dans des pays comme la Gambie des forages desservant Banjul, sa capitale, ont été abandonnés, en raison d'une contamination par les nitrates ». Au même moment, continue le rapport des forages profonds "à Lomé au Togo ont été fermés en raison de venues de sable dans l'eau pompée". Une revue récente des projets de la Banque mondiale engagés dans les 15 dernières années a montré que les coûts associés à la construction des forages, qu'il s'agisse d'ouvrages nouveaux ou de remplacements sont substantiels, représentant en moyenne 5 % des dépenses totales consacrées aux systèmes d'eau potable.

Sénégal : Là où Tas met le curseur du débat public pour la co-construction d'un pays nouveau...

Il a combattu la candidature de Karim Meïssa Wade en relevant sa binationalité. Thierno Alassane Sall a invoqué la loi interdisant à tout candidat binational de briguer la présidence de la République sénégalaise. Une position qui a soulevé un tollé jusqu'à insinuer un acharnement sur Wade Fils. Mais le candidat de la République des Valeurs « Rewum Ngor » revient à la charge, comme pour polir sa conviction en s'interrogeant d'abord : « Quelle légitimité reste-t-il à un homme qui aspire à diriger son pays s'il se fait le complice de la violation de la Constitution par peur d'insinuations de personnes de si peu de vertu qu'elles peuvent récidiver dans le parjure ou défendre de telles forfaitures ? » Et réitère : « nous nous sommes engagés en politique par conviction et non pour des calculs contre les principes, les lois et l'intérêt général. Je suis républicain, opposant et chef de parti dans cet ordre. » A ceux qui pensent qu'il serait un pion d'Amadou Bâ, il fait comprendre que « la République et le respect de sa Loi fondamentale resteront toujours ma boussole. Aucun arrangement ne me fera changer d'avis sur ce point. » Surtout quand il constate que « la corruption est endémique. Nos derniers (publics) sont détournés. La vie est extrêmement chère. L'urgence est partout ! » Alors peste-t-il, « c'est ici que nous devons poser le curseur du débat public. Nous proposons à tous les patriotes et républicains de venir pour ensemble co-construire un pays nouveau : moralement et économiquement. »

Présidentielle 2024 : l'invite du Forum du Justiciable aux jeunes

Dans un communiqué, le Forum du justiciable, invite tous les acteurs, et plus particulièrement les jeunes, à participer massivement à la présidentielle du 25 février prochain.

Babacar Ba et ses camarades invitent les jeunes à bannir « toutes formes de violences » au cours de ces joutes électorales. « Les jeunes qui ont une responsabilité immense dans la construction de notre cher pays ne doivent plus accepter d'être des agents de la violence, mais plutôt des acteurs de la cohésion sociale et de la paix », estime le Forum du justiciable.

Ces membres du Forum appellent également les 20 candidats retenus à participer à la présidentielle, à faire de cette élection « un moment de joutes programmatiques » dans un esprit de fraternité.

D'après Babacar Ba et ses camarades, le Forum du justiciable, fidèle à ses principes et convictions, va jouer pleinement sa partition d'observateur indépendant, à équidistance des différentes chapelles politiques. « Le grand peuple sénégalais doit sortir vainqueur de l'élection présidentielle du 25 février prochain », soulignent-ils.

"INTERNET COUPÉ", "ASCENSEURS EN PANNE", "CLIMATISEURS DÉFECTUEUX":

Le calvaire des travailleurs de la sphère Ousmane Tanor Dieng

Dans un communiqué, l'intersyndicale des travailleurs du secteur primaire alerte de nouveau sur le "calvaire" et les mauvaises conditions de travail des travailleurs de la Sphère ministérielle Ousmane Tanor Dieng à Diamniadio. Seneweb vous propose l'intégralité du communiqué.

Le calvaire des travailleurs qui se trouvent dans la sphère ministérielle Ousmane Tanor DIENG refait surface.

En effet, la société chargée de l'exploitation de la sphère est à nouveau en mouvement d'humeur. depuis le mercredi dernier. Jadis au mois d'octobre 2023, ces mêmes travailleurs étaient en arrêt du travail et après avoir alerter les autorités, les choses étaient revenues à la normale.

Mais, semble t'il que l'État n'a pas respecté sa promesse pour prendre en charge leur préoccupation. Ce qui en train a nouveau des difficultés énormes dans la sphère ministérielle Ousmane Tanor DIENG pour les travailleurs et les usagers. Il s'agit toujours des ascenseurs qui sont à l'arrêt, des climatiseurs qui ne marchent plus l'internet

coupé, des techniciens de surface qui ont déserté les lieux et des coupures d'eau.

Ces dysfonctionnements récurrents de la société « ENVOL », chargée d'assurer l'exploitation de la sphère ministérielle ont des conséquences terribles dans les services ministérielles

Cette situation, gravissime, affecte le fonctionnement des ministères des Pêches, de l'Agriculture, de l'Élevage, des Mines et de l'Industrie, des Microfinances qui sont logés dans ladite sphère. Il est impensable que dans des bâtiments de 8 étages, les ascenseurs soient à l'arrêt obligeant les agents à prendre les escaliers. Dans les bureaux, la climatisation ne fonctionne pas et il n'y a pas d'eau avec des odeurs nauséabondes dues à l'absence d'entretien des toi-



lettes, rendant les conditions de travail insoutenables. C'est vraiment la catastrophe totale. L'intersyndicale interpelle directement le gouvernement du Sénégal pour prendre des

mesures immédiates afin de résoudre définitivement ce problème. Sinon, dès la semaine prochaine si rien n'est fait, nous serons obligés de rester purement et simple-

ment chez nous car dans ces conditions infernales, aucun agent ne peut y travailler malgré notre ferme volonté d'assurer le service

(AVEC SENEWEB)

ETATS- UNIS

Donald Trump au tribunal pour son procès en diffamation

Donald Trump, ancien président des États-Unis et principal candidat aux primaires républicaines, s'est rendu lundi matin au tribunal fédéral de New York. Il pourrait être appelé à témoigner dans le cadre du procès en diffamation intenté par l'autrice E. Jean Carroll, qui l'accuse de viol

À la veille des primaires dans le New Hampshire, Donald Trump devra se défendre devant le tribunal contre les accusations d'E. Jean Carroll, ancienne chroniqueuse d'Elle, qui l'a déjà fait condamner en 2023 à 5 millions de dollars pour agression sexuelle en 1996 et une première fois pour diffamation. Selon un photographe de l'AFP, Donald Trump a quitté sa Trump Tower lundi matin pour se rendre au tribunal de Manhattan, où son convoi motorisé est arrivé un peu plus tard. Malgré le verdict unanime du jury populaire en mai 2023, Donald Trump a persisté dans ses dénigrement envers l'écrivaine, la

qualifiant de « tarée » et dénigrant son « histoire bidon » qu'il affirme n'avoir « jamais vue de (sa) vie ». Le deuxième procès découle de la plainte en diffamation d'E. Jean Carroll pour des déclarations de Donald Trump en juin 2019, lorsque, en tant que président, il avait qualifié les accusations de « pas son genre » et affirmé qu'elle inventait tout pour « vendre un nouveau livre ». Bien que la procédure ait été retardée, le deuxième procès a été maintenu et a débuté la semaine dernière. E. Jean Carroll réclame plus de 10 millions de dollars pour préjudice moral et professionnel.

LEMONDE.FR



GUERRE DE GAZA

La troublante passivité de la Syrie

Chantre du nationalisme arabe, qui place la cause palestinienne au cœur de son discours, la Syrie, cible de nombreux raids israéliens meurtriers, observe un silence assourdissant depuis le début de la guerre de Gaza le 7 octobre. Comment expliquer cette passivité troublante ?

Depuis que l'armée syrienne et ses alliés ont vaincu les groupes rebelles et repris le contrôle de plus des deux tiers du territoire, à partir de 2016, Israël a mené des centaines de raids aériens dans le but d'empêcher ou de ralentir les livraisons d'armes iraniennes au Hezbollah libanais.

Les chasseurs-bombardiers prennent pour cible des « cargaisons et des entrepôts d'armes et de munitions », des « convois d'armement », des « positions militaires de milices pro-iraniennes » dans presque toutes les provinces sous contrôle des forces gouvernementales. Les aéroports de Damas et d'Alep ont été visés et mis hors service à plusieurs reprises.

Depuis le début de la guerre de Gaza, le 7 octobre, Israël a sensiblement intensifié ses raids. Le 25 décembre, un nouveau palier est franchi avec la mort dans une frappe aérienne de l'un des plus importants gradés des Gardiens de la révolution iraniens en Syrie, Razi Moussavi, au sud de Damas.

Samedi 20 janvier, des avions israéliens ont détruit un immeuble de quatre étages dans le quartier damascène de Mazzé, pendant une réunion de hauts responsables de la Brigade al-Qods des Gardiens iraniens. Cinq membres de ce corps d'élite ont été tués, dont le chef adjoint des renseignements et son bras droit.

Pas de riposte de l'armée syrienne

À part l'utilisation de systèmes de défense anti-aérienne, l'armée syrienne n'a presque jamais riposté aux centaines de frappes israéliennes ces dernières années. Après le raid du 20 janvier, le ministère syrien des Affaires étrangères s'est contenté de publier un communiqué dénonçant « les actes criminels d'Israël », sans exprimer une intention de riposte.

Cette passivité militaire s'accompagne, depuis le 7 octobre, d'une faible réactivité politique vis-à-vis des événements de Gaza. Le président Bachar al-Assad a mis plusieurs jours avant de s'exprimer sur ce sujet et les interventions des

dirigeants syriens autour de cette question se limitent à des communiqués et des déclarations épisodiques.

Pourtant, la Syrie est une composante essentielle de « l'axe de la résistance ». Cette alliance parrainée par l'Iran comprend, outre Damas, le Hezbollah libanais, le Hamas, et le Jihad islamique en Palestine, la « Résistance islamique en Irak », composée de groupes et organisations chiites, et le mouvement Ansarullah qui contrôle le nord du Yémen, y compris la capitale Sanaa.

L'importance de la Syrie vient du fait qu'elle est le seul membre de cet axe – hormis l'Iran – ayant un statut légal et juridique d'État reconnu par les Nations unies. Tous les autres membres de cette alliance sont des acteurs extra-étatiques (certains sont placés sur les listes américaines et européennes d'organisations terroristes), même si, à l'instar d'Ansarullah, ils contrôlent de larges portions de territoires, ou, comme le Hezbollah au Liban, ils disposent d'une grande influence politique et militaire.

Le maillon faible de l'axe pro-iranien

Cependant, le rôle central de la Syrie dans cette alliance découle de sa situation géographique. Sa façade maritime offre à l'Iran un accès à la Méditerranée, sa frontière avec Israël permet à Téhéran et ses alliés d'avoir des leviers de pression sur l'État hébreu, et, enfin, elle permet d'assurer une continuité géographique entre l'Iran et le Liban via l'Irak. La Syrie est un maillon essentiel dans la ligne de ravitaillement qui approvisionne le Hezbollah en armes et en munitions en provenance de la République islamique. Si la Syrie tombe, la continuité de ce corridor terrestre sera rompue.

La Syrie est donc un acteur essentiel de « l'axe de la résistance » mais c'est en même temps son maillon le plus faible. Après 13 ans de guerre et de sévères sanctions occidentales, notamment la loi américaine César, le pays est exsangue et l'économie



anéantie. 90% de la population vit sous le seuil de pauvreté, certaines catégories sociales souffrent de la famine. Les infrastructures sont à genou, la pénurie de carburant est chronique et l'électricité drastiquement rationnée.

L'armée syrienne, qui n'a pas regagné ses casernes depuis 13 ans, est déployée aujourd'hui sur 5 fronts : à Lattaquié, Idleb, au Nord-Ouest du pays, et Alep, au Nord, face aux groupes jihadistes et aux rebelles pro-turcs ; au nord des provinces d'Alep, de Raqqa et de Hassaké face à l'armée turque et ses auxiliaires ; dans les villes de Qamichli et Hassaké et la province éponyme, au Nord-Est, face aux milices kurdes ; dans le désert central face au groupe État islamique ; à Deir Ezzor, dans l'Est, face aux Kurdes et aux troupes américaines ; à Quneitra et Deraa, au Sud, face à l'armée israélienne.

Confrontée à tous ces défis, la dernière chose que voudrait l'armée syrienne, c'est entrer en confrontation directe avec l'État hébreu. Elle évite donc de riposter aux attaques israéliennes pour ne pas provoquer une escalade, d'autant que les cibles prioritaires d'Israël sont les Iraniens et leurs alliés.

Le déploiement américain en Méditerranée, un effet dissuasif

Le déploiement dès le début du conflit d'une flotte américaine en Méditerranée orientale a eu un effet dissuasif sur le pouvoir syrien. « Nous avons pris au sérieux les menaces indirectes qui nous sont parvenues sur l'intention d'éliminer « la tête du régime » si l'armée syrienne décidait de participer directement à la guerre, confie à RFI un re-

sponsable du Hezbollah. Aussi, nous comprenons la retenue dont fait preuve Damas et nous ne lui demandons pas plus que ce qu'il peut donner ».

En ne s'impliquant pas davantage dans le conflit, la Syrie cherche aussi à ne pas compromettre le processus de réintégration au sein de la Ligue arabe et la normalisation de ses relations avec l'Arabie saoudite. Les médias syriens donnent d'ailleurs une grande importance ces

derniers jours aux informations sur la prochaine nomination d'un chargé d'affaires saoudien à Damas.

À ce stade de la guerre, l'Iran et ses alliés semblent se satisfaire de la liberté d'action qui leur est accordée sur le terrain par les autorités syriennes, qui sont plus dans une logique de survie que de confrontation. Cependant, si le conflit se propage, rien ne dit qu'ils ne demanderont pas davantage de cet allié embarrassé.

RFI.FR

GUERRE AU SOUDAN

L'UE sanctionne six groupes soudanais accusés d'avoir armé les deux camps



Au Soudan, alors que les combats se poursuivent entre l'armée du général Burhan et les paramilitaires du général Hamdan Daglo - dit Hemedti - l'Union européenne annonce des sanctions contre six groupes accusés d'entretenir la guerre.

Dans un communiqué, publié ce lundi 22 janvier, le Conseil européen indique « qu'au vu de la gravité de la situation au Soudan », le Conseil a adopté des mesures restrictives contre six groupes.

Les six entités sont accusées d'avoir armé et financé les deux camps, en guerre depuis neuf mois.

Trois d'entre elles sont des sociétés contrôlées par les Forces armées soudanaises, notamment le conglomérat Defense Industries System dont les

revenus ont été estimés à quelque 2 milliards de dollars, en 2020, par l'Union européenne.

Sudan Master Technology et Zadna International Company sont, quant à elles, accusées de financer et de fournir des équipements militaires.

Les trois autres entités sont associées aux Forces de soutien rapide (FSR) du général Hemedti. Elles sont contrôlées par des membres de sa famille ou bien des hauts responsables des paramilitaires. Elles sont également accusées de financer ou d'équiper les combattants.

Ces sanctions consistent essentiellement par un gel des avoirs et une interdiction de se rendre dans l'Union européenne pour les responsables de ces sociétés.

C'est la première fois que l'UE impose de telles sanctions contre des sociétés dans le cadre de la guerre au Soudan.

« C'est trop peu et trop tard », ont réagi certaines organisations des droits de l'homme qui ajoutent que les civils soudanais payent l'inaction de la communauté internationale.

Lena Situations au coeur d'une nouvelle polémique : quand va-t-on arrêter de ramener les femmes à leur compagnon ?

Lena Situations a reçu le chanteur Matt Pokora dans son podcast, "Canapé Six Places" mis en ligne le 17 janvier. Il y a deux jours, la créatrice de contenus s'est félicitée des bons scores de l'épisode sur Instagram, dans une vidéo où elle danse avec son invité. Selon certains internautes, elle aurait dû s'abstenir par "respect" pour son compagnon.

Lena Situations, alias Lena Mahfouf, l'a prouvé à plusieurs reprises : à 26 ans, c'est une femme d'affaires accomplie. Il y a deux jours, sur Instagram, elle a décidé de célébrer l'une de ses victoires : le dernier épisode de son podcast, "Canapé Six Places", sorti le 17 janvier et qui a pour invité Matt Pokora a atteint la première place du classement Spotify. "Mood car notre épisode de "Canapé 6 Places" avec Matt Pokora est numéro un du classement Spotify. Alors c'est beau, mais ce que j'aime surtout c'est que chaque mercredi on partage une conversation d'une heure environ seule ou avec des invités. Des personnalités que vous aimez ou pas, que vous connaissez ou pas. Parfois j'ai l'impression qu'on commence la conversation avec une célébrité et qu'on la termine avec un.e ami.e. Merci pour tout", s'est-elle félicitée dans un post. Lena Mahfouf a accompagné sa publication d'une vidéo où on la voit danser avec le chanteur, tout deux sourire aux lèvres, dans laquelle elle twerke un bref instant. Dans l'espace commentaires du post, mais également sur d'autres comptes et réseaux sociaux, notamment X (anciennement Twitter), la vidéo a fait vivement réagir certains internautes. Ces derniers, en majorité des hommes, estiment que par respect pour son compagnon, le vidéaste Seb, Lena Situations aurait dû s'abstenir de danser avec l'artiste. "Seb en sueur mdr", "C'est la meuf à tout le monde sauf à Seb", "Force @seblafrite", "Seb il faut faire quelque chose mon reuf", peut-on lire sur Instagram, sous la publication de la créatrice de contenus.



"On m'a dit dans 3 ans, c'est fini" : le terrible combat d'Olivier Goy, atteint de la maladie de Charcot

Diagnostiqué d'une sclérose latérale amyotrophique (SLA), aussi connue sous le nom de maladie de Charcot, Olivier Goy profite du temps qu'il lui reste pour faire avancer la recherche et libérer la parole sur cette pathologie. Pour Yahoo, ce père de famille s'est livré sur son histoire et sur la manière dont il perçoit désormais la vie.

La coïncidence pose question. En une douzaine d'années, cinq personnes, vivant dans la même rue à Saint-Vaast-en-Chaussée (Somme), ont été atteintes de la maladie de Charcot. Un constat inquiétant qui a poussé la maire du village à interpeller l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France. Pour le moment, des investigations sont en cours et visent "à déterminer s'il existe une ou plusieurs causes locales à ce regroupement de cas, autres que le hasard", a expliqué l'agence à BFMTV. Jusqu'à présent, les professionnels de santé estiment que cette maladie est multifactorielle. Certains facteurs environnementaux ou liés au mode de vie pourraient également contribuer à son déclenchement mais à ce jour, aucune cause n'a pu être identifiée de façon certaine. À noter qu'il n'existe aucun traitement curatif de la maladie de Charcot, une maladie qui se caractérise par la survenue d'un handicap de plus en plus lourd et invalidant. Il y a quelques mois, Olivier Goy, atteint de ce mal incurable, avait livré à Yahoo un témoignage poignant. C'est le genre de mauvaise nouvelle qui remet tout en cause, qui peut vous faire sombrer et vous mettre à terre. Diagnostiqué d'une sclérose latérale amyotrophique (SLA), aussi connue sous le nom de maladie de Charcot, Olivier Goy a traversé de sombres périodes mais a mis un point d'honneur à se relever et à se battre jusqu'au bout. Pour Yahoo, ce père de famille a accepté de partager, avec Salim Ejnaïni, son histoire et de mettre en lumière son combat contre cette pathologie incurable et invalidante, dont le diagnostic s'avère toujours aussi compliqué (Retrouvez l'intégralité de l'interview en fin d'article).



Elle a été quittée par plusieurs partenaires parce qu'elle refuse les fellations : "J'ai longtemps essayé de me forcer, au point de me rendre malade"

Certaines pratiques sont considérées comme des classiques au sein de la sexualité, et la fellation en fait partie. Mais que se passe-t-il pour les personnes qui ne peuvent, ou qui ne veulent pas sucer leur partenaire ? Manon, 33 ans, est dans l'incapacité absolue de se prêter à l'exercice. Et elle l'affirme : cela a un vrai impact sur sa vie sentimentale. En 2012, dans un titre qui est resté depuis dans les annales de la presse, le magazine Elle affirmait : "La pipe, c'est le ciment du couple". La fellation est, dans le sexe hétérosexuel, considéré comme un indispensable dans bien des relations. Un sondage Ifop pour The Poken company, publié en 2021, affirmait que 87% des Françaises avaient déjà pratiqué la fellation. En 2023, une enquête Harris Interactive pour XloveCam prouvait également que la fellation était plus souvent pratiquée que le cunnilingus. Résultat, pour bon nombre de personnes, difficile d'imaginer la sexualité sans fellation. "Je ne crois pas avoir déjà été en couple avec un homme, ou même avoir simplement couché avec un homme, sans qu'il ne réclame une fellation", confirme Manon*, 33 ans, qui regrette le "caractère quasi-obligatoire" de cette pratique. "Je ne sais pas si c'est une conséquence de la pornographie, ou simplement une question d'égocentrisme autour du plaisir, mais j'ai l'impression que les hommes n'ont aucun mal à réclamer une pipe, là où ils ne proposent pas spontanément de faire un cunnilingus..."



Amélie Oudéa-Castéra et son salaire à la tête du tennis français épinglés par un rapport parlementaire

Deuxième semaine à la tête du ministère de l'Éducation nationale pour Amélie Oudéa-Castéra. Et celle-ci commence comme la précédente : avec une polémique. Ce lundi 22 janvier, Le Monde révèle les conclusions d'un rapport parlementaire sur les fédérations sportives du pays, dans lequel Amélie Oudéa-Castéra est citée, en qualité d'ancienne directrice générale de la Fédération française de tennis (FFT). Un poste qu'elle a occupé entre mars 2021 et mai 2022, et pour lequel elle a été très généreusement rémunérée. Pointant des « défaillances systémiques » au sein du sport français, ce rapport également consulté par l'AFP se penche entre autres sur « le niveau de rémunération des dix principaux cadres de la FFT ». Ce document de 250 pages considère en l'occurrence « très élevées, voire anormales » les rémunérations de certains d'entre eux, visant notamment les 400 000 euros brut annuels et 100 000 euros de prime d'objectif d'Amélie Oudéa-Castéra sur la période.



« En février 2022, l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche avait appelé à reconsidérer le niveau de rémunération des dix principaux cadres de la Fédération française de tennis et pointé l'absence de procédures de recrutement pour ses principaux cadres », souligne la députée écologiste Sabrina Sebaihi, autrice du rapport.

Plus gênant pour la ministre, celle-ci est accusée d'avoir « minimisé » ses émoluments. Auditionnée le 16 novembre par les membres de la commission d'enquête parlementaire, Amélie Oudéa-Castéra avait assuré que sa rémunération était « très proche de celle de son prédécesseur ». Or, dans son rapport, la commission d'enquête relève qu'elle a « minimisé de 86 000 euros » son salaire puisque celui de Jean-François Villotte, qui l'a précédée à ce poste, touchait 373 750 euros brut annuels assortis d'une prime de 37 375 euros.

"Je trouvais ça bizarre" : Clémentine Célarié révèle les gestes d'une bonne soeur quand elle était enfant

Invitée de C l'hebd, la suite, samedi 20 janvier 2024, Clémentine Célarié est revenue sur son parcours de vie mouvementé. L'actrice a notamment souffert d'attouchements de la part d'une religieuse.

À l'affiche de la pièce de théâtre intitulée Je suis la maman d'un bourreau, portée au théâtre de La Pépinière à Paris, Clémentine Célarié était l'invitée de l'émission C l'hebd, la suite, samedi 20 janvier 2024. L'occasion pour la comédienne de revenir sur son parcours de vie sinueux. Après plusieurs années de combat contre un cancer, Clémentine Célarié est sortie de ces tourments et peut enfin reprendre le cours normal de sa vie. "Les gens pensent que le cancer, c'est la mort. Il faut pouvoir dire le mot 'cancer', pour que les gens puissent en parler, parce que cela leur fait du bien", avait-elle confié dimanche 5 mars 2023, devant les caméras de l'émission Un dimanche à la campagne, diffusée sur la chaîne France 2. Jeudi 16 février cette même année, c'est dans l'émission C à vous que l'actrice s'était confiée sur sa volonté de cacher sa maladie à ses proches : "Il y a une peur terrible. C'est pour ça qu'il faut le dire et le banaliser. Je ne dis pas qu'on est obligé, il y a des gens qui peuvent le cacher, évidemment : c'est la liberté de chacun. Le fait de pouvoir en parler, je suis sûre que ça contribue déjà à une forme de guérison".

Samedi 20 janvier 2024, c'est un tout autre sujet que Clémentine Célarié a abordé sur le plateau de C l'hebd, la suite. L'actrice s'est souvenue d'une bonne soeur qu'elle a côtoyée lorsqu'elle était enfant. Elle s'est remémoré ce souvenir en lisant le texte de sa nouvelle pièce de théâtre. "Je me rends compte que j'ai été approchée par une bonne (...)



"Un décolleté un peu marqué, une couleur trop criarde" : Caroline Roux évoque les critiques "misogynes" qu'elle reçoit sur ses tenues

Lundi 22 janvier 2024, dans les colonnes de Télé 7 Jours, Caroline Roux a dénoncé les remarques sexistes qu'elle reçoit régulièrement sur ses tenues vestimentaires... notamment de la part d'autres femmes. Alexandra Lamy, Faustine Bollaert, Valérie Damidot, Élise Lucet, Iris Mittenaere, Anne-Sophie Lapix, Amanda Lear... Qu'elles soient actrices, journalistes, chanteuses, ou encore Miss Univers, une écrasante majorité de femmes – pour ne pas dire toutes – a déjà subi des commentaires ou attitudes sexistes dans le milieu de la télévision. "C'est quasiment une fois par semaine" pour Anne-Elisabeth Lemoine, célèbre animatrice de l'émission C à vous sur France 5. Le seul point positif dans cette réalité affligeante ? Désormais, elles osent dénoncer les comportements misogynes. C'est ce qu'a fait à son tour Caroline Roux. Visage phare de France Télévision depuis plus de 10 ans, la présentatrice de C dans l'air a souvent été victime de remarques déplacées sur son physique ou ses tenues vestimentaires. Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes lui reprochent ses "excès de féminité"... y compris les membres de la gent féminine. Au cours d'une interview avec nos confrères de Télé 7 Jours, dans le magazine en kiosques lundi 22 janvier 2024, Caroline Roux s'est confiée sur cette absence criante de sororité dans la société actuelle.



CAN2023 :

La Guinée-Equatoriale humilie la Côte d'Ivoire, au bord d'une immense catastrophe (4-0)

Incroyable mais vrai. Obligée de gagner, la Côte d'Ivoire a finalement pris douillon face à une Guinée-Equatoriale encore déchaînée (4-0). Les Eléphants ne sont plus que jamais maîtres de leur destin et sont tout proche de la sortie.



La Côte d'Ivoire va devoir bruler quelques cierges. Pas pour voir la révolte de ses Eléphants. Du moins, pas pour l'instant. Mais histoire de

prendre les chapelets et prier pour faire partie des quatre meilleurs troisièmes de cette Coupe d'Afrique des Nations. Sinon, le pays hôte va quitter «

sa » compétition avec une image bien triste, peut-être l'une des pires de l'histoire de la CAN : une humiliation face à la Guinée-Equatoriale (4-0) au terme de la 3e journée.

Emilio Nsue, déjà auteur d'un triplé jeudi face à la Guinée-Bissau, a ajouté deux buts à son compteur personnel (42e, 75e) tandis que Pablo Ganet a inscrit le deuxième but d'un superbe coup-franc direct à la 73e minute. Le quatrième but a été marqué en fin de match par Jannick Buyla (88). Les Eléphants terminent troisièmes du groupe A avec trois points et une différence de buts négative (-3). Ils doivent désormais compter sur un miracle pour faire partie des quatre meilleurs troisièmes qualifiés pour les 8e de finale.

WIIWSPORT.COM

CAN 2023 – NAMPALYS MENDY :

« À cœur de bien terminer cette phase de poules »

Les Lions du Sénégal, qui ont déjà leur ticket en main pour le second tour de la compétition, se préparent pour leur dernier match de poules dans cette Coupe d'Afrique des Nations. Un duel contre la Guinée potentiellement décisif pour la première place du groupe C.



Après leurs premiers matchs dans cette CAN où ils étaient en rodage, les hommes d'Aliou Cissé croiseront, mardi à 17 heures, la Guinée pour le compte de la troisième journée. Cette rencontre entre les deux premières équipes du groupe C s'annonce serrée, même si l'adversaire qui, sur le papier, ne devrait pas poser de

problème aux coéquipiers de Nampalys Mendy, qui sont déterminés à remporter tous leurs matchs.

Présent en conférence de Presse avec le sélectionneur Aliou Cissé, Nampalys Mendy estime que le Sénégal jouera pour la victoire. « Rien ne change pour les joueurs. La mentalité est la même quel que

soit le match auquel nous jouons, nous sommes très concentrés même si nous sommes déjà qualifiés. Et nous voulons terminer cette phase de groupes sur une bonne note. Nous avons à cœur de très bien terminer cette phase de poule », estime le milieu Lensois.

S'agissant de la montée en puissance des jeunes sénégalais dans cette compétition à l'instar de Pape Matar Sarr ou de Lamine Camara, Nampalys Mendy, n'est pas trop surpris par leur réussite. « Pour moi ça n'a pas été une grande surprise. Je les côtoie quotidiennement aux entraînements et je vois ce qu'ils font en club. C'est vrai qu'ils ont été très, très bons. C'est une très bonne chose pour l'équipe nationale du Sénégal. On a un groupe de qualité et qui performe. Et que ça continue comme ça », ajoute-t-il.

CAN 2023

Aliou Cissé sur un possible turn-over contre la Guinée : « Il ne s'agit pas de tout chambouler »



Après leurs deux succès dans cette CAN 2023, l'équipe du Sénégal, déjà qualifiée, va conclure sa phase de poules par un derby ouest-africain, face à la Guinée, demain, à partir de 17 heures. Pour terminer en beauté et assurer la première place, Aliou Cissé pourrait opérer un turnover mais pas pour « chambouler toute équipe ».

D'ores et déjà qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Afrique des Nations, le Sénégal jouera son dernier match de poules face à la Guinée ce mardi. Les hommes de Cissé voudraient terminer sur une bonne note pour assurer la première place. « Nous voulons gagner les trois matchs de cette phase de groupes, mais je pense que le plus important est de terminer à la première place. Ce serait encore mieux si nous pouvions marquer les trois points demain et nous prenons aussi si c'est un point. Mais, le plus important est certainement de finir premier du groupe et d'être prêt pour les huitièmes de finale. Quoi qu'il en soit, c'est un match très important. Ceci est important non seulement d'un point de vue comptable, mais aussi d'un point de vue logistique. Notre base est ici à Yamoussoukro. Les joueurs s'habituent à ce climat et cela leur permettra de bien

préparer les huitièmes de finale, pour lesquels ils devront terminer premiers de leur groupe. Il ne s'agit pas non plus de changer pour changer ou de déstabiliser l'équipe », a déclaré le sélectionneur en conférence de presse.

Avec les blessures et la suspension d'Abdou Diallo, cette situation devrait manifestement, conduire à Aliou Cissé en faire souffler certains pour cette rencontre. Interrogé en conférence de presse, le sélectionneur national a indiqué qu'il procéderait à quelques changements mais pas autant. « Mais effectivement avec les suspensions donne le droit de réfléchir à la possibilité d'apporter du sang neuf. Je suis d'accord avec Nampalys quand il dit qu'en réalité, cette équipe nationale compte 26 titulaires. Cela se voit chez les joueurs à chaque fois qu'ils reviennent. Iliman, Jackson, Gana nous valorisent à chaque fois qu'ils rentrent. Ils sont capables de débiter. Mais nous verrons. Nous examinerons la situation demain et en saurons un peu plus, notamment avec les suspensions et les blessures, mais nous voulons vraiment être cohérents. Il ne s'agit pas de tout chambouler sous prétexte d'être déjà qualifié. Non, nous ne sommes pas cette optique », ajoute-t-il.

WIIWSPORT

Lisez encore mieux !

DIRECT NEWS

Au cœur de l'info!

www.directnews.sn

DISPONIBLE SUR Google play